N° 451 DU LUNDI 03 DECEMBRE 2018

TOGOMATIN

QUOTIDIEN TOGOLAIS D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS GENERALES / Prix : 250 FCFA

Face au démarrage inéluctable de la campagne électorale

Adjamagbo veut empêcher même les mouches de voler le 4 décembre dans nos rues

Dans le but d'arrêter le processus électoral en cours au Togo, la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition a entrepris 4 jours de manifestations de rues sur l'ensemble du territoire...

PAGE 3

DEVELOPPEMENT

Projet d'électrification rurale

Plus de 300 localités rurales bénéficieront bientôt de l'électricité

Le projet d'électrification rurale a été officiellement lancé par les autorités togolaises le jeudi 29 novembre dernier dans les villages de Vo-Asso et Zooti, situés dans...

PAGE 5

GENRE

Promotion de la gente féminine

"Girls lead", pour un engagement citoyen des filles et jeunes femmes du Togo

Le projet «Autonomisation des filles et jeunes femmes pour l'engagement citoyen au Togo», a été officiellement lancé par Plan International Togo, porteur...

PAGE 11

Crise politique et législatives du 20 décembre

Aminata Toungara, l'expression de la manipulation des députés de l'opposition, selon Bawara

Le ministre togolais de la fonction publique vient de se prononcer sur les derniers développements politiques, notamment la mise en œuvre de la feuille de route de la Cedeao et l'organisation des élections législatives le 20 décembre prochain. Parlant de la réaction de la député ivoirienne, Aminata Toungara, M. Bawara déplore une manipulation et un abus des députés de l'opposition togolaise.

PAGE 3

EDITO

Une grande soif de renouvellement à l'Assemblée nationale

A quelques jours des législatives et à quelques heures de l'ouverture de la campagne électorale, certains esprits tiennent à semer le flou, surfant, pour les uns, sur le malentendu politique qui prévaut, et pour les autres, sur le fait que bien de candidats à ces élections n'ont pas d'étiquette politique marquée et que ceux qui en ont une viennent majoritairement du parti au pouvoir et des partis proches. Et en conséquence que ces élections n'auraient pas lieu, ou pour d'autres, elles n'auraient a priori...

PAGE 3

Musique

Le Reggae, désormais un patrimoine mondial de l'Humanité

PAGE 9

Persistance du blocage au Parlement

Pour Christophe Tchao, la Commission des lois a fini son travail

Le 30 novembre était la date butoir prévue par la Commission économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), pour l'adoption des réformes constitutionnelles ...

PAGE 2

CMJN

SOMMAIRE

RDC / Sanctions de l'UE contre Shadary
Kinshasa menace l'UE et donne un ultimatum

P 4

Cinéma
Un rêve, dynamiser le cinéma togolais

P 4

CAN 2019
Le Cameroun n'est plus le pays organisateur

P 10

Santé animale
Un Togolais se spécialise en radiographie vétérinaire

P 11

Persistance du blocage au Parlement

Pour Christophe Tchao, la Commission des lois a fini son travail

Le 30 novembre était la date butoir prévue par la Commission économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), pour l'adoption des réformes constitutionnelles au Parlement. Les députés étaient donc convoqués par le président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani, mais à la surprise générale les députés de l'opposition (du moins une partie) n'étaient pas présents. Ils étaient dans la rue et disaient ne pas être au courant de la tenue de cette plénière. Une situation qui désole les autres députés dont ceux de la majorité qui étaient prêts pour examiner le texte déjà ficelé par la Commission des lois de l'Assemblée nationale.

A la suite de ce désagrément, puisque la séance n'a duré que quelques minutes vu que le quorum n'était pas atteint, le président du groupe parlementaire de l'Union pour la République (Unir) qui est majoritaire à l'Assemblée nationale, Christophe Tchao a déclaré : «la Commission des lois a fini son travail. Tout est prêt. Le rapport est disponible puisqu'il a été adopté par ladite Commission, sinon on n'aurait pas convoqué la plénière ».

Cette situation risque à nouveau de modifier le calendrier des réformes au Togo. On sait qu'il y avait eu des mésententes à la Commission des lois poussant les membres de la Coalition à quitter les travaux. Ceux-ci veulent intégralement le texte envoyé par l'expert de la Cedeao tandis que le gouvernement a déjà envoyé un autre texte au Parlement. Les deux textes contiennent les fondamentaux de la Constitution du 14 octobre 1992. Il suffisait que les acteurs s'ils sont de bonne foi, fassent des compromis. Le pouvoir de son côté vient de démontrer qu'il est prêt pour ces réformes et qu'il est de bonne foi. Au moins eux ils étaient présents vendredi dernier au Parlement.

«En septembre 2017, nous avions déjà adopté un texte aux 2/3 de la majorité qui devait conduire à un référendum. Les mêmes personnes qui n'ont pas accepté de s'associer pour que la réforme soit adoptée par voie parlementaire nous ont poussés à des négociations qui se poursuivent et le référendum n'a pas pu être organisé. Nous nous retrouvons dans la même situation aujourd'hui », déplore Dama Dramani. Et d'ajouter : « nous ajournons les travaux, nous n'allons pas examiner le projet de loi jusqu'à ce que les conditions d'une modification constitutionnelle par voie parlementaire ou référendaire soient réunies ».

Christoph Tchao

Voilà qui nous renvoie au point mort. « Des mois de manifestations, de négociations, de sacrifices pour revenir à la case départ ? Après tous ces désagréments subis par les populations ? Pour ne même pas accepter le minimum concédé ? Cela n'en valait pas la peine », se lamenteront sans doute certains partisans de l'opposition. Les acteurs politiques doivent désormais éviter de nous entraîner dans de nouvelles aventures sans lendemains. « Le peuple togolais » en a marre.

Edem Dadzie

Agou

Lancement du projet de vulgarisation du code des personnes et de la famille

Le projet de vulgarisation et de sensibilisation sur le code des personnes et de la famille a été lancé le mercredi 21 novembre 2018.

Cette rencontre de lancement a permis de renforcer les capacités des para-juristes qui auront la charge de sensibiliser et de protéger les populations face aux injustices au sein des familles et des communautés.

Yoto

Réinsertion sociale des ex-détenus

Les leaders de la préfecture ont participé à une rencontre d'échange sur la réinsertion socioprofessionnelle des ex-détenus le jeudi 22 novembre 2018. Cette rencontre vise à amener ces leaders communautaires à sensibiliser les proches des détenus, afin de faciliter leur retour dans leurs communautés d'origine. Il s'agit de mener des réflexions sur la manière de rétablir la confiance entre la société et les ex-détenus pour que ces derniers ne soient plus marginalisés.

TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

, d'incidence sur l'échiquier et l'avenir politique.
En effet, on se perd en conjectures et les supputations les plus absurdes se disputent la primauté dans le débat politique, aux options les plus réalistes et possibles pour une sortie de crise du pays, crise qui prévaut depuis les soulèvements d'août 2017. Dans cette cacophonie, certaines voix «autorisées», ou supposées comme telles évoquent l'éventualité d'un report, option privilégiée pour elles, jusqu'aux réformes constitutionnelles, d'autres persistent à parler d'une certaine transition, avec en ligne de mire la suspension des institutions de la République et donc de l'Assemblée nationale et ses élus. Députés qui sont pourtant en place, à la faveur d'une prorogation constitutionnelle depuis août 2018.
Bref aussi bien les acteurs politiques – partis et personnalités – que la majeure partie intéressée des citoyens, la société civile, etc. on n'a pas fini avec des supputations.
Mais, en tout état de cause, envisager encore la continuité ou la prorogation du mandat des élus en place, par quelque mécanisme que ce soit, dans quelque objectif que ce soit, c'est vouloir insulter l'avenir. Car, sans ces législatives, ce serait se leurrer de croire que les problèmes politiques – vu la méfiance, l'incompréhension, et surtout la mauvaise foi d'un groupe d'opposants qui n'ont que pour souci de faire tout échouer – pourraient s'aplanir ou baisser d'intensité. La preuve est que ces opposants, malgré tout ne jurent que par l'apocalypse et appellent à ce que le « déluge » s'abatte sur leur pays.
Pourtant, les législatives du 20 décembre sont déterminantes aussi bien, pour au moins les cinq prochaines années politiques, que pour la question des réformes constitutionnelles qui divisent encore. Sans ces législatives, dans une conjoncture économique et sociale difficile, voire insupportable pour la grande majorité des Togolais, on aurait accentué l'incertitude et laisser un vide à l'horizon. Or l'une des missions sacrées de tout gouvernement au monde est de rassurer.
Avec ces législatives où toutes les lectures sont avancées, les plus pragmatiques attendent surtout de voir un renouvellement à l'Assemblée nationale. Des visages autres que ceux qui siégeaient à l'Assemblée nationale sortante : de nouvelles forces politiques qui reflètent quoi qu'on dise, la réalité des aspirations profondes des Togolais, aspirations marquées entre autres, par le refus de suivre l'appel au boycott des opérations de recensement lancé par un groupe d'opposants, dont le charme ne réside que dans le refus systématique et catégorique.
Avec un tel renouvellement, on obtiendra après le 20 décembre 2018, un rapport de force très différent, dû au changement des forces en présence à l'Assemblée avec si possible beaucoup d'indépendants et d'autres partis dont la fraîcheur, la jeunesse pourraient être source d'entrain et de motivation à animer avec vigueur la vie de l'Assemblée nationale.

Dieudonné Korolakina

Crise politique et législatives du 20 décembre

Aminata Toungara, l'expression de lamanipulation des députés de l'opposition, selon Bawara

Le ministre togolais de la fonction publique vient de se prononcer sur les derniers développements politiques, notamment la mise en œuvre de la feuille de route de la Cedeao et l'organisation des élections législatives le 20 décembre prochain. Parlant de la réaction de la député ivoirienne, Aminata Toungara, M. Bawara déplore une manipulation et un abus des députés de l'opposition togolaise.

Gilbert Bawara

Selon le porte-parole du gouvernement dans le dialogue inter togolais qui s'est entretenu dimanche dernier avec le site d'information www.togobreakignews.info, «aucun manquement, aucune violation et aucun écart ne pourraient être reprochés et imputés au gouvernement et à sa majorité» en ce qui concerne la mise en œuvre de la feuille de route de la Cedeao. Au sujet des réformes constitutionnelles, M. Bawara considère que le projet de réforme constitutionnelle adoptée par la majorité parlementaire à l'issue des travaux en commission se situe « nettement au-delà de ce qui est prévu par la feuille de route » et consacre des avancées et des progrès indéniables par rapport à la constitution de 1992 dans sa version dite originelle.
Selon Gilbert Bawara, ce projet soutenu par le gouvernement et voulu par le Chef de l'Etat prévoit que « nul ne peut exercer plus de deux mandats », et respecte les arguments développés par l'expert de la CEDEAO qui avait estimé dans son rapport que le bout de phrase « en aucun cas » est superflu, redondant et n'a aucune incidence et aucun effet juridique en ce qui concerne la limitation des mandats présidentiels.
« Mieux, contrairement à la constitution dite originelle de 1992 qui n'était pas intangible, le projet de réforme constitutionnelle adopté le jeudi 29 novembre en commission des lois encadre de manière restrictive les possibilités de révision des dispositions de l'article 59 de la Constitution relatives à la limitation des mandats présidentiels. Ainsi, répondant aux craintes et aux appréhensions que certains pourraient avoir, le fait de disposer d'une majorité qualifiée ou écrasante ne devrait plus ouvrir la possibilité pour modifier la limitation des mandats présidentiels», a déclaré le ministre de la Fonction publique.

Impossible de reporter les élections

En ce qui concerne le processus électoral, le ministre Bawara affirme que la coalition de l'opposition a constamment cherché à bloquer l'organisation des élections et s'est fourvoyée toute seule en décidant de boycotter le scrutin du 20 décembre.
Le porte-parole du gouvernement n'a pas manqué de réagir par rapport aux propos de la vice-présidente du parlement de la CEDEAO, Aminata Toungara qui suggérait hier le report des élections législatives. Pour Gilbert Bawara, « la députée ivoirienne s'est laissée manipuler et abuser par les députés de l'opposition qui prenaient part aux travaux du parlement de la CEDEAO à Abuja». « Cela montre bien que la fébrilité et l'anxiété ont commencé à gagner les rangs des partisans du boycott et qu'il est toujours sage de réfléchir avant d'agir et non l'inverse. Les propos et la prise de position de madame Aminata Toungara n'auront aucune incidence et aucun impact sur le calendrier électoral et sur la qualité des élections », a conclu le ministre.

Rachidou Zakari

Face au démarrage inéluctable de la campagne électorale

Adjamagbo veut empêcher même les mouches de voler le 4 décembre dans nos rues

Dans le but d'arrêter le processus électoral en cours au Togo, la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition a entrepris 4 jours de manifestations de rues sur l'ensemble du territoire national depuis le vendredi dernier. Jusqu'ici les choses se déroulent plutôt bien sauf le vendredi où des incidents ont été signalés. Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Yark Damehane, a d'ailleurs dans un communiqué lu à la Télévision nationale félicité les organisateurs pour le respect des directives fixées par les représentants du pouvoir central et les a encouragés à continuer de former leurs militants. Mais tout cela n'exclut pas le fait qu'il y a actuellement des mésententes lié liées au processus électoral. La C14 maintient son boycott alors que la campagne électorale débute le mardi 04 décembre prochain.

Lors de la manifestation de ce samedi, la coordinatrice de la Coalition, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, déclarait justement à propos de cette campagne : « nous allons faire en sorte que le 4 décembre, même une mouche ne volera pas dans nos rues. Ce sera une journée Togo mort sur toute l'étendue du territoire ». Un défi de taille en tout cas pour Mme Adjamagbo et ses compagnons, quand on sait que des centaines de candidats sont engagés dans le processus et que des millions des Togolais se sont fait enrôler pour ces élections.

Les militants de la Coalition resteront certainement à la maison, mais il est indéniable que les militants des autres partis engagés voudront aller soutenir leurs candidats sur le terrain. Réussir une journée Togo mort ce jour risque...

Suite à la page 10

RDC / Sanctions de l'UE contre Shadary

Kinshasa menace l'UE et donne un ultimatum

Kinshasa a menacé l'Union européenne de rétorsion si Bruxelles ne levait pas d'ici le scrutin du 23 décembre les sanctions qui visent Emmanuel Ramazani Shadary, le candidat de Joseph Kabila.

Pour Kinshasa, l'équation est simple : les sanctions de l'UE contre Emmanuel Ramazani Shadary doivent être retirées ou suspendues avant la présidentielle du 23 décembre prochain. Au cas contraire, les autorités congolaises se sentiront obligées de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre de membres ou d'intérêts européens en RDC.

Aux Européens qui ont pris des sanctions consistant à des gels d'avoirs à l'étranger et des interdictions de voyage contre des responsables congolais, Kinshasa enjoint de retirer ses restrictions. Dans le cas contraire, « la RDC se verrait dans l'obligation de se réserver à son tour son droit souverain de prendre des mesures de rétorsion qui s'imposent, dont elle préfère taire en ce moment la nature et l'ampleur », prévient Léonard She Okitundu, le chef de la diplomatie congolaise. Interrogé par la presse M. She Okitundu a affirmé que le refus d'accréditer les observateurs de l'UE pour

Joseph Kabila

les élections présidentielle, législatives et provinciales du 23 décembre faisait partie de ces rétorsions.

La nouvelle contre-attaque des autorités congolaises intervient alors que le comité des sanctions de l'UE doit se réunir à nouveau, début décembre pour décider de la prolongation ou non des sanctions. Il faut dire que dans l'hypothèse où il serait élu, les déplacements d'Emmanuel Ramazani Shadary pourraient n'être confinés que dans l'espace africain, plusieurs pays européens ne pouvant l'accueillir pour son interdiction de voyage.

Aujourd'hui que la RDC semble se diriger vers une transition au sommet, les autorités estiment que les sanctions visant Emmanuel Ramazani Shadary, le porte-étendard du Front commun pour le Congo (FCC) à la présidentielle, doivent être levées ou suspendues au nom d'une égalité entre les candidats. Car ses concurrents dans la course au Palais national ne vont pas se priver de lui rappeler son passé entaché par des répressions contre des manifestants, la raison officielle des sanctions prises à son encontre.

T.M.

Bénin

Les partis soutenant Talon fusionnent pour devenir « l'Union progressiste »

Patrice Talon restructure son camp à la faveur du vote en juillet dernier de la loi modifiant la charte des partis. Le pays comptait 250 partis, place désormais aux regroupements. Le camp Talon a donné le ton samedi 1er décembre à Cotonou. Un nombre important de partis soutenant le chef de l'Etat a fusionné pour devenir « l'Union progressiste ». Des élections législatives sont prévues début 2019.

Patrice Talon

Les formations politiques soutenant Patrice Talon ont accepté de disparaître et de fusionner pour créer un seul parti baptisé « Union progressiste ». Un changement dévoilé à l'occasion d'un congrès fondateur.

Sur l'esplanade du Palais des sports samedi 1er décembre, des militants étaient installés devant des écrans géants et, à l'intérieur, des milliers de participants enthousiastes munis de fanions. Au premier rang, des élus, des personnalités et presque tous les ministres du gouvernement étaient présents.

Les orateurs ont salué le président réformateur à l'origine de la mort du multipartisme intégral au profit des grands rassemblements. Samedi prochain, à Parakou, la majorité tient un deuxième congrès fondateur pour la naissance d'un deuxième parti qui pourrait s'appeler « Les républicains ».

En 2016, Patrice Talon a été porté au pouvoir sans avoir eu besoin d'un grand parti. Quand on demande si l'Union progressiste est le parti de Talon, un proche répond, « ce n'est pas le parti du chef, mais nous l'avons créé pour le chef ».

Rfi.fr

Madagascar / 2ème tour de la présidentielle

Le président sortant ne soutiendra aucun candidat

Serait-ce une réaction de dépit ? Ou bien de sagesse digne d'un père de famille comme semble le dire l'intéressé lui-même ? Crédité de moins de 9% des voix au premier tour de la présidentielle de novembre 2018, le président sortant Hery Rajaonarimampianina semble toujours ruminer sa cuisante défaite. Alors que plusieurs Malgaches attendaient sa consigne de vote pour le second tour, le chef de l'Etat renvoie ses électeurs à leur propre choix, tout en ayant pris soin de présenter ses excuses pour ses erreurs de choix durant son mandat à la tête du Madagascar.

C'est de son salon, en costume gris sans cravate, regard face caméra, que Hery Rajaonarimampianina s'est exprimé pour la première fois depuis l'annonce officielle des résultats mercredi. « Nombreux sont les défis que j'ai lancés pour sauver Madagascar. Certains ont été relevés, d'autres sont en cours de réalisation. Pour d'autres encore, il y a eu des défaillances, pour diverses raisons. Personne n'est parfait, j'ai commis des erreurs. Et je m'excuse sincèrement si je vous ai blessés », a-t-il déclaré.

Convaincu d'avoir à son actif un bilan positif à la tête du pays, le président sortant Hery Rajaonarimampianina renvoie les Malgaches qui ont voté pour lui au premier tour à leur propre décision pour le second tour du 19 décembre. « ... je me suis considéré comme le père du peuple malgache durant mon mandat. Et je continuerai d'agir de la sorte. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de ne soutenir aucun des deux candidats pour le second tour. [...] J'exhorte tous les citoyens à protéger

Hery Rajaonarimampianina

leurs choix. Que Dieu vous bénisse ! ».

Dans ces propos, des regrets mais aussi une sorte de dépit d'un leader qui ne sait plus à quel saint se vouer. Longtemps contesté dans son pays par une opposition et une société civile très engagées, Hery Rajaonarimampianina a plusieurs fois échappé à une tentative de destitution au Parlement et dans les rues d'Antananarivo. Son mandat a été marqué par le retour de l'aide internationale et un redressement des indicateurs macro-économiques. Cependant, l'extrême pauvreté continue de toucher plus de 75% des Malgaches qui n'ont pas vu leurs conditions de vie s'améliorer. Ces cinq dernières années ont également vu une montée de l'insécurité et la corruption. Des données qui, malgré les actions entreprises par le gouvernement Rajaonarimampianina, n'ont pas calmé les millions de malgaches qui ont dû sanctionner le président.

Qu'à cela ne tienne, Madagascar peut se frotter les mains de ne plus retrouver Hery à la tête du pays en janvier prochain. Mais qu'adviendra-t-il du désormais ex-président ? Déjà qu'il ne veut soutenir aucun des deux candidats, ni même son ancien soutien de 2013, Andry Rajoelina qui l'avait pourtant soutenu au second tour, plusieurs personnalités de son parti, le HVM, ont annoncé leur soutien à Marc Ravalomanana. Son départ de la vie politique signerait-il la fin du parti ?

Alexandre Wémima

WAPCO

Marc Ably-Bidamon porté à la tête du comité des ministres du projet de gazoduc d'Afrique de l'ouest

Le ministre des Mines et de l'Energie, Marc Ably-Bidamon, assure depuis vendredi 30 novembre la présidence tournante de la Société de gazoduc ouest africain (WAPCO) pour une durée de 12 mois. Le ministre togolais veut faire du gazoduc un outil performant pour renforcer les capacités énergétiques des pays membres.

La 18ème réunion du comité des ministres du Gazoduc de l'Afrique de l'ouest (WAPCO) s'est tenue le vendredi 30 novembre dernier à Accra au Ghana. Le projet du Gazoduc regroupe le Ghana, le Nigéria, le Bénin et le Togo.

Au cours de cette réunion, le ministre togolais des Mines et de l'Energie, Marc Ably-Bidamon, a été désigné à la tête du comité des ministres en remplacement du ministre béninois de l'Energie, Dona Jean-Claude Houssou.

La rencontre a permis au comité des ministres d'étudier le rapport relatif à la révision tarifaire et à la régulation du gaz. Le comité a adopté un prix moratoire de 6 mois. Une fois ce temps de moratoire passé, un prix définitif sera adopté pour la période 2020-2024.

La table d'honneur de la réunion du comité des ministres du projet de gazoduc d'Afrique de l'ouest

Le comité des ministres s'est également penché sur le rapport relatif à l'exploitation et aux financements du Gazoduc de l'Afrique de l'ouest (Gao). Le Gao est un projet de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao). Il vise à permettre aux consommateurs de Bénin, du Togo et du Ghana d'avoir accès au gaz naturel en provenance du Nigéria pour l'électricité et pour le chauffage industriel.

Au cours de cette réunion du comité des ministres, M. Sediko Douka commissaire en charge de l'Energie et des Mines de la Cedeao a annoncé le lancement d'un grand projet de développement énergétique entre 2019 et 2033 pour répondre au déficit énergétique dans la sous-région.

Félix Tagba

Conseil de l'entente

Le budget 2019 de l'organisation s'élève à 2,8 milliards FCFA

La 14ème réunion ordinaire du Conseil des ministres du Conseil de l'entente s'est tenue à Lomé le samedi 1er décembre dernier. Elle a été présidée par le ministre en charge des Affaires étrangères, professeur Robert Dussey, président du Conseil des ministres du Conseil de l'entente. La rencontre a permis d'adopter le budget 2019 du secrétariat exécutif de l'organisation qui s'élève à 2,8 milliards FCFA. Le conseil a aussi adopté le programme des activités.

Après la réunion du Comité des experts du Conseil de l'entente qui a eu lieu à Lomé la semaine dernière, c'est le tour de la réunion du Conseil des ministres de cette même organisation. Plusieurs activités ont marqué cette 14ème réunion.

« Nous avions discuté de plusieurs sujets dans la mise en œuvre des recommandations du Conseil des ministres d'octobre passé, la proposition d'une nouvelle présentation des états financiers, le programme d'observation des élections, le financement du mécanisme de renseignement, la proposition et l'organisation d'une semaine culturelle et sportive du Conseil de l'entente, le programme d'activités et les projets du budget 2019… », a indiqué le professeur Robert Dussey.

Le Conseil est également revenu sur la première réunion du Task-Force ACP-Cedeao, le programme immobilier de la construction du mail de Niamey et la réforme du Centre régional de formation pour l'entretien routier (Cerfer).

Par rapport au programme immobilier de la construction du mail de Niamey, le Conseil a « pris acte des conclusions de l'étude de pré faisabilité du projet ». Quant à la réforme du Cerfer, il a indiqué avoir pris bonne note de l'état d'avancement de cette réforme.

En 2019, le Conseil de l'entente envisage de promouvoir et renforcer la paix et contribuer au développement des populations à travers la création des activités génératrices de revenus et la création d'emploi pour les jeunes et les femmes.

Robert Dussey et Patrice Kouamé

F.T.

Projet d'électrification rurale

Plus de 300 localités rurales bénéficieront bientôt de l'électricité

Le projet d'électrification rurale a été officiellement lancé par les autorités togolaises le jeudi 29 novembre dernier dans les villages de Vo-Asso et Zooti, situés dans la préfecture de Vo. Ce projet a été financé par le gouvernement indien et la Banque islamique de développement. Il prévoit de fournir de l'électricité à plus de 300 localités rurales.

Il s'agit des phases 3 et 4 du projet d'électrification rurale. A travers ce projet le gouvernement togolais veut augmenter le taux d'électrification en milieu rural. «Ce gigantesque et ambitieux projet constitue une amorce tangible de la mise en œuvre de la stratégie d'électrification du pays », a déclaré le représentant du ministre des Mines et de l'Energie, Banimpo Gbengbertane, à la cérémonie de lancement du projet. Au Togo, le Togo d'électrification en milieu rural est estimé à 8%.

Selon Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre en charge du Développement à la base, cette initiative s'accompagnera bientôt d'autres réalisations dans toutes les localités pour favoriser leur essor économique. Ceci permettra la création d'emplois pour la réduction de la pauvreté.

Pour le directeur d'exécution des projets de la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET), tous les foyers des villages concernés doivent disposer au moins d'un compteur électrique. « Notre objectif sera atteint si tous les foyers des villages concernés ont au moins un compteur électrique dans leurs maisons », a-t-il déclaré.

Victoire Tomégah-Dogbé (à gauche) au lancement du projet

La stratégie nationale d'électrification prévoit un taux d'électrification de 50% à l'horizon 2020. Les autorités togolaises envisagent d'atteindre un taux d'électrification de 100% d'ici à 2030.

Avec Republiquetogolaise.com

Environnement / A avedji cité

La retenue d'eau devenue un lieu de décharge clandestine des ordures menagères et exposées à tout danger

Les travaux de cette retenue d'eau sont suspendus il ya deux ans environ pour raison inconnnue. Pourtant ce chantier devrait accueillir les eaux de ruissèlement.

Vue des décharges

Cela peut sonner comme un cri de cœur, de détresse, de secours que nous lançons, la retenue d'eau mise en chantier pour aider les populations d'Avédji cité et de ses environs en les soulageant des problèmes d'inondation est laissée pour compte et devenue un lieu de décharge clandestin d'ordures ménagères. Ce lieu devenu très dangereux pour la population mais qui semble être un lieu de réjouissance, de distraction pour certains enfants, et de défécations pour certains individus. De même, l'inconscience de la population environnante qui pollue l'environnant et qui détruise le bord de la retenue d'eau en enlevant les tôles qui entourent la retenue pour leur propre bénéfice .Ce qui entraine des dégâts humains d'où la noyade de SIWA dans le mois de Février 2017 cas suivi par le centre social Promotion et Développement Humain (01-305) , ce qui nous oblige à lancer un appel alarmant d'abord à la population du quartier ,ensuite au gouvernant et en fin aux habitants proche du lieu afin de prendre une précaution idoine pour empêcher la visite des élèves des écoles qui entourent ce lieu pour éviter une fois encore le pire. Comme nous l'affirme ici maman Céphace revendeuse de riz en fasse de la maison des jeunes d'avedji.

« Cette retenu d'eau nous cause d'énorme problèmes, nous sommes obliger chaque fois de renvoyer des élèves a la sortie des classes les midis et surtout dans la soirée c'est-à-dire 17H, en février dernier cette retenus d'eau qui n'étais pas clôturé et à occasionner la mort d'une jeune fille d'on j'ignore le nom, c'est un véritable danger de mort qui est resté la a ciel ouvert, et dans nos traditions africaine un autre travail devrait être fait pour prendre l'âme de la dépouilles avant la reprise des travaux si non nous aurons toujours des problèmes dans ce quartier. »

Par ailleurs nous lançons un appelle aux autorités compétente pour décider de la reprise des travaux afin que les habitants de ce quartier soie en toute tranquillité. De plus nous raconte un passant qui a voulue taire son nom.

«Je n'arrive pas à comprendre le gouvernement, pour le faite qu'il a opté pour le silence depuis la suspension des travaux, nous avons des grands dans ce quartier qui peuvent taper du point sur la table pour que ces travaux reprennent mais rien.

Ce lieu est devenu un lieu ou les jeunes brigands on élit comme leur lieu de repos pour fumer de la drogue et déféquer .Faite un tour vous verrez, certains personne vont même jusqu'à voler les tôles placé tous récemment pour empêcher les dégâts, d'autres sont allé même jusqu'à installer des douches sauvage c'est vraiment honteux.»

Dans le même ordre d'idée nous partage son opinion un jeune garçon qui a aussi tais son nom mais qui nous raconte ceci.

« Moi j'ai toujours dis que ce pays est male gouverner, regarder la retenu d'eau ce n'est pas en face de la maison de Faure, ni en face de la maison du directeur de la société CECO .Il y'avais des maisons ici qu'on a du cassée pour pouvoir creusé ce trou, si ces maisons était toujours la ce serait beaucoup mieux que ce trou qui est laisser a ciel ouvert sans aucune protection. Cela tend à devenir une habitude dans notre pays le Togo, une entreprise gagne un marcher il entame les travaux et d'un seul coup il suspend ces travaux sans qu'on informe les habitants du pays de ce qui est arrivée à l'entreprise. »

Vues du chantier à l'abandon

Le ministère des infrastructures et des travaux publics est interpelé sur le danger que représente cette retenue d'eau pour les usagers et les habitants du quartier.

Une contribution de Alfred Kpatcharé

CIFIP

recrute pour

LE SECTEUR DES ASSURANCES

CHEF DE DEPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Votre mission consiste à assurer la supervision de la gestion administrative, comptable et financière, dans le respect strict des normes et des délais, et avec pour objectif de contribuer à l'amélioration des performances de la société.

A ce titre, vous aurez à :

- ! Organiser et superviser la collecte et le traitement des informations comptables et financières ;
- ! Assurer la production des états financiers périodiques et effectuer les reportings ;
- ! Superviser la trésorerie et gérer les relations avec les banques et autres établissements financiers ;
- ! Elaborer et suivre le budget en collaboration avec le contrôle de gestion ;
- ! Gérer l'interface avec les auditeurs, les commissaires aux comptes, l'administration fiscale, etc. ;
- ! Superviser et coordonner la gestion du personnel.

De formation **Bac+4/5 en Finance, Comptabilité** ou équivalent, vous avez une **expérience de 5 ans acquise dans une fonction similaire.**

Rigueur, disponibilité, discrétion, organisation, capacité d'analyse et de synthèse, proactivité et capacités managériales sont indispensables pour réussir.

*Merci d'adresser **CV & prétentions salariales** à :* **recrutement@cifip-ci.com**

CIFIP

Site Web : www.cifip-ci.com
Tél : (+225) 22 40 42 80 / Mobile : (+225) 07 76 26 17

Pharmacies de garde de Lomé du 26 / 11/ au 03 / 12 / 2018

BON PASTEUR	38, Av.Libération	22211367
Ste RITA	Doulassamé	22 20 90 16
N-D de MEDJ	Bd 13 Janvier	22 35 20 02
BIOVA	Bd. Houphet Boigny	22 34 50 93
CHATEAU D'EAU	BE	22 21 57 51
ADJOLOLO	58, Rue Franz joseph	22 21 05 13
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
AVE MARIA	Face CHU Tokoin	22 22 33 01
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II	22266648
YEM-BLA	258, Av. Akéï	22 26 76 51
LILAS	7, Route de Kégué	22 26 29 59
THERYA	Mangotigomé	22 61 56 52
CITRUS	Attiégou Yayrakomé	70 44 59 24
UNION	Boulevard Malfakassa,	
BAMUDAS -	BE KPOTA	22 27 71 64
O GRAIN D'OR	Zorrobar,	22 70 06 90
BETHEL	Rte d'Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Sagbado	92 53 50 00
NATION	TOTSI	22 25 99 65
DELALI	Cacaveli	22 25 06 90
VERTE	Klikamè	22 25 03 26
LAUS DEO	Léo 2000	22 25 15 05
ARC-EN-CIEL	Agoè-Télessou	,70 42 50 00
De La VICTOIRE	Avédji	70 45 74 92
AGOE-NYIVE'	Agoè-Nyivé	2228338
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi,	93 83 91 00
CHARITE	Agoè-Nyivé	22 25 12 60
LA MAINDEDIEU	AGOE ASSIYEYE	93402121
ABRAHAM	Agoè-Logopé	22501000
BAGUIDA	Baguida	70 42 47 77
AVEPOZO	avepozo	22 27 04 86

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambbassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence évènementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHE (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com

Echo du monde / Scandal

Un couple Gay a épousé une femme

Questions:

1/ Donnez les noms et âge des deux hommes Gay qui ont épousé une femme

2/ Donnez le nom de la femme qui a accepté se marier avec le couple Gay

NB: Actuellement, le trio a fuit leur pays d'origine pour une destination inconnue afin de vivre pleinement leur fantasme de liberté.

3/ Donnez la nationalité du couple gay

* Imaginez à votre tour la suite de l'histoire

Blague du jour

Un homme qui n'est pas rentré chez lui toute la nuit raconte à sa femme qu'il a passé la nuit chez un de ses amis. Remplie de soupçons, la femme appelle ses dix meilleurs amis. Six confirment que le mari a bien dormi chez eux et quatre soutiennent même qu'il est encore chez eux entrain de dormir...

Photo du jour

Commentez cette photo

Musique

Le Reggae, désormais un patrimoine mondial de l'Humanité

Les adeptes de la musique Reggae peuvent crier victoire. Le Reggae est inscrit, le 29 novembre dernier par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). L'inscription du Reggae au patrimoine mondial de l'Humanité est motivée par plusieurs raisons, notamment la « contribution » de cette musique à une prise de conscience du monde sur les questions d'injustice, de résistance, d'amour...

La musique Reggae fait donc partie intégrante de l'ensemble de biens culturels et naturels présentant un intérêt exceptionnel pour l'héritage commun de l'humanité. Le comité d'experts de l'Unesco, après évaluation des dossiers sur l'île Maurice, a inscrit cette musique au patrimoine mondial de l'Humanité, notamment à cause de sa dimension à la fois « cérébrale, socio-politique, sensuelle et spirituelle ».

Des titres cultes des icônes comme le célèbre Bob Marley, le Sud-africain Lucky Dube et bien d'autres en donnent la preuve. Et bien évidemment, l'une des multiples raisons du comité d'expert, a validé le reggae au patrimoine mondial.

Et pour la Jamaïque qui a porté le dossier de l'inscription du reggae au patrimoine de l'Humanité, c'est une reconnaissance attendue depuis longtemps. Le Reggae est un genre musical ayant émergé à la fin des années 1960, il est le genre musical le plus populaire en Jamaïque. Souvent lié au mouvement rastafari, le reggae, style musical issu du ska et du rocksteady, est né en Jamaïque.

Le patrimoine mondial ou patrimoine mondiale de l'Unesco désigne un ensemble de biens culturels et naturels présentant un intérêt exceptionnel pour l'héritage commun de l'humanité, actualisé chaque année depuis 1978 par le comité du Patrimoine mondial de l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), une institution spécialisée de l'Organisation des Nations unies (Onu).

Drapeau de l'Unesco

N.E.

Cinéma

Un rêve, dynamiser le cinéma togolais

Un nouveau vent souffle pour le cinéma togolais. Plus de place pour l'amateurisme dans les films togolais. Ainsi un projet de « cinéma professionnel au Togo » a été lancé officiellement, le 30 novembre dernier à l'hôtel Concorde à Lomé.

Table officielle

Lancé par Essohanam Koutom, le directeur national de la cinématographie, ce projet dénommé « Cinéma professionnel au Togo » est pensé pour faire face aux difficultés liées à la créativité et à la production cinématographique en Afrique, en particulier au Togo.

Pour le groupe de télévision « New World Tv » qui accompagne ce projet, c'est une nécessité de former aujourd'hui les cinéastes togolais pour plus de professionnalisme dans ce secteur. « Ces deux dernières décennies, la production cinématographique s'est considérablement effondrée. Il y a nécessité de procéder à des formations de tout le maillon de la production cinématographique, ce qui permettra de relever le défi », a déclaré Nimonka Kolani, le directeur général de New World Tv.

L'idée est de revaloriser la culture togolaise au travers du cinéma, tout en recréant cet engouement pour le cinéma africain.

En effet, les prometteurs de ce projet comptent collaborer avec les cinéastes du Ghana, Nigéria, du Bénin, du Cameroun et de l'Afrique du Sud en vue de gagner le pari d'une industrie cinématographique avec son identité et ses valeurs culturelles : « Cinéma du Togo ».

Une référence internationale

Faire du cinéma du Togo une référence internationale dans le 7ème art. Telle est la vision de la chaîne New World Tv. Par conséquent, la mise en œuvre du projet se fera en trois étapes. La première étape consiste à un recensement des acteurs, s'ensuivra la formation de ces acteurs recensés et la dernière étape sera consacrée à la production, la réalisation de films et séries made in Togo.

En dehors de la mise en place d'un cadre structuré et viable pour la réalisation et la production cinématographique, ce projet entend dynamiser l'industrie cinématographique, en formant une ressource humaine compétente pour la production des films aux normes internationales.

Par ailleurs, le projet de cinéma professionnel au Togo veut faire du cinéma togolais un secteur de développement et de croissance économique tout en créant des emplois.

Nadia Edodji

Lire

« Le dernier jour d'un condamné » de Victor Hugo. La Bibliothèque électronique du Québec, Collection À tous les vents. Volume 141 : version 1.0 Pp 9-11

« ...Depuis, chaque fois qu'au gré des funèbres jeudis de la cour de cassation, il arrivait un de ces jours où le cri d'un arrêt de mort se fait dans Paris, chaque fois que l'auteur entendait passer sous ses fenêtres ces hurlements enroués qui ameutent des spectateurs pour la Grève, chaque fois, la douloureuse idée lui revenait, s'emparaît de lui, lui emplissait la tête de gendarmes, de bourreaux et de foule, lui expliquait heure par heure les dernières souffrances du misérable agonisant, – en ce moment on le confesse, en ce moment on lui coupe les cheveux, en ce moment on lui lie les mains, – le sommait, lui pauvre poète, de dire tout cela à la société, qui fait ses affaires pendant que cette chose monstrueuse s'accomplit, le pressait, le poussait, le secouait, lui arrachait ses vers de l'esprit, s'il était en train d'en faire, et les tuait à peine ébauchés, barrait tous ses travaux, se mettait en travers de tout, l'investissait, l'obsédait, l'assiégeait. C'était un supplice, un supplice qui commençait avec le jour, et qui durait, comme celui du misérable qu'on torturait au même moment, jusqu'à quatre heures. Alors seulement, une fois le ponens caput expiravit crié par la voix sinistre de l'horloge, l'auteur respirait et retrouvait quelque liberté d'esprit. Un jour enfin, c'était, à ce qu'il croit, le lendemain de l'exécution d'Ulbach, il se mit à écrire ce livre. Depuis lors il a été soulagé. Quand un de ces crimes publics, qu'on nomme exécutions judiciaires, a été commis, sa conscience lui a dit qu'il n'en était plus solidaire ; et il n'a plus senti à son front cette goutte de sang qui rejaillit de la Grève sur la tête de tous les membres de la communauté sociale. Toutefois, cela ne suffit pas. Se laver les mains est bien, empêcher le sang de couler serait mieux. Aussi ne connaîtrait-il pas de but plus élevé, plus saint, plus auguste que celui-là : concourir à l'abolition de la peine de mort. Aussi est-ce du fond du cœur qu'il adhère aux vœux et aux efforts des hommes généreux de toutes les nations qui travaillent depuis plusieurs années à jeter bas l'arbre patibulaire, le seul arbre que les révolutions ne déracinent pas... »

CAN 2019

Le Cameroun n'est plus le pays organisateur

Le Cameroun n'est plus en position d'organiser la Coupe d'Afrique des nations (CAN) prévue du 15 juin au 13 juillet 2019. Ainsi a décidé la Confédération africaine de Football CAF après avoir constaté un trop grand retard dans l'avancée des travaux.

Se basant sur plusieurs rapports de missions d'inspection, la commission d'organisation de la CAN 2019 a estimé que le Cameroun n'était pas prêt à accueillir l'évènement, car ayant accusé des retards notamment en matière des infrastructures et de sécurité.

La coupe d'Afrique des nations CAN 2019 a été retirée vendredi dernier au Cameroun lors d'une conférence de presse à Accra au Ghana à sept mois de la compétition. C'était une mesure attendue pour un pays hôte pénalisé par des retards dans l'avancée des travaux de préparation, alors que le format du tournoi est passé à 24 équipes.

En attendant qu'un nouveau pays hôte soit trouvé d'ici au 31 décembre prochain, la Caf se retient de dire si la CAN 2021, attribué à la Côte d'Ivoire, pourrait revenir au Cameroun en cas de progrès, ou encore le Cameroun pourrait obtenir celle de 2023.

Ahmad Ahmad (D,) président de la CAF

Le Cameroun au-delà du retard dans les travaux, connaît aussi actuellement un contexte sécuritaire tendu avec des attaques persistantes dans le nord du pays et un conflit entre l'armée et des séparatistes dans les deux régions anglophones du pays. De quoi raviver de mauvais souvenir. En 2010, le bus de l'équipe du Togo avait été mitraillé en Angola, deux jours avant le coup d'envoi de la coupe d'Afrique des nations.

Ce n'est pas la première fois que la CAN est délocalisée tardivement. En 2015, le Maroc s'était désisté pour cause de virus Ebola et la Caf avait trouvé comme pays secours de la Guinée équatoriale. Pour leur, le Maroc et l'Afrique du Sud sont pressentis pour se porter candidat.

Justin Amaah

Classement FIFA novembre 2018

Le Sénégal remplace la Tunisie à la tête du classement africain

De la deuxième place, les lions de la Teranga sont passés à la première au classement Fifa pour le mois de novembre 2018 suite à leur victoire en éliminatoire de la coupe d'Afrique des nations 2019 en Guinée équatoriale au début du mois dernier.

Le Sénégal remplace ainsi la Tunisie en tant qu'équipe nationale africaine la mieux classée au classement de la Fédération internationale football association (FIFA). La Tunisie s'est inclinée à l'extérieur face à l'Egypte dans la même compétition, et a également été battue à domicile par le Maroc dans un match amical.

La Mauritanie, qui s'est qualifiée pour la coupe de nations pour la première fois de son histoire, figurait parmi les équipes africaines à remonter dans le classement. Elle se situe en dehors du top 20 pays des africains.

Le Maroc, qui a grimpé sept places, a réalisé la plus forte progression du top 50 après ses victoires contre la Tunisie et Cameroun.

Le Togo, l'équipe du sélectionneur Claude Le Roy, n'a pas bougé pour sa part. Elle reste à la 123ème place mondiale, selon le nouveau classement Fifa du mois de novembre dévoilé jeudi dernier. En Afrique, il pointe à la 32ème place. Les Eperviers du Togo sont à cette place depuis trois mois. Les contre-performances en éliminatoires de la CAN 2019 ne leur permettent pas de gagner de points.

Equipe du Sénégal

Seuls cinq pays africains, notamment le Sénégal, la Tunisie, le Maroc, le Nigeria et la République démocratique du Congo figurent parmi les 50 premiers pays dans le classement mondial.

J A

Face au démarrage inéluctable de la campagne électorale

Suite de la page 3

Adjamagbo veut empêcher même les mouches de voler le 4 décembre dans nos rues

... de se révéler très laborieux pour les membres de la Coalition. Déjà qu'en temps normal, les journées Togo mort ne sont pas vraiment une réussite. En tout cas, nul ne pourra empêcher son prochain de participer à la campagne électorale ou de vaquer à d'autres occupations. Comme à son habitude, le gouvernement ne manquera sans aucun doute pas de prendre des mesures pour préserver les droits de tous. A la suite de la coordinatrice de la Coalition, le chef de file de l'opposition togolaise, le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) Jean-Pierre Fabre, interrogé par les confrères journalistes expliquait : « pour nous, il ne s'agit pas de savoir quelle est notre position. Nous sommes hors du processus, nous ne sommes pas inscrits sur les listes électorales. Nous ne sommes pas électeurs, donc pas éligibles ».

À Maître Isabelle Ameganvi, présidente du groupe parlementaire ANC au Parlement de renchérir : « la Ceni n'existe pas », pour soutenir le fait que le processus électoral doit être arrêté. Toutefois, n'est-ce pas encore des rêveries que d'espérer un arrêt du processus alors qu'une organisation sous régionale comme le Conseil de l'entente annonce qu'elle sera observatrice des élections du « 20 décembre » au Togo ? En tout cas, le 4 décembre, ce n'est que demain et nous attendons tous un hypothétique arrêt ou report du processus.

La Coalition promet de ne pas baisser les bras. «Togo mort n'est qu'une petite partie des actions d'envergure que nous allons entreprendre dans les jours à venir. Dès dimanche, préparez-vous pour cette journée du mardi», a lancé Mme Adjamagbo-Johnson à ses militants.

Brigitte Adjamagbo Johnson

E. D.

Promotion de la gente féminine

"Girls lead", pour un engagement citoyen des filles et jeunes femmes du Togo

Le projet «Autonomisation des filles et jeunes femmes pour l'engagement citoyen au Togo», a été officiellement lancé par Plan International Togo, porteur dudit projet, le vendredi 30 novembre 2018 à Agora Senghor. Un lancement présidé par la représentante de la ministre de l'Action sociale de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, Yawa Goku et par le représentant-résident de Plan International au Togo, Mohamed Bah.

" Girls lead " est le nom anglais que porte ce projet d'engagement citoyen des filles et jeunes femmes au Togo. Cinq activités au total ont meublé le lancement du projet, notamment la présentation de la politique de sauvegarde des enfants et jeunes de Plan International, présentée par Ali François Esso, directeur conseiller du domaine à Plan Togo et la communication faite par Mme Yawa Goku, sur les droits de l'enfant relatifs à la thématique du projet. En dehors de ces communications, il y a eu la présentation du projet "Girls lead" par Mélanie Gnandi, directrice du projet, suivie d'un débat.

Les objectifs du projet sont d'une part de permettre aux réseaux des filles et jeunes femmes d'utiliser leur voix et ressources pour entreprendre des actions collectives visant à contribuer à la transformation des relations inéquitables de pouvoir, et d'autre part d'œuvrer pour un monde plus juste qui fait progresser les droits des enfants, des jeunes et l'égalité pour les filles. Pour ce projet quinquennal (2018-2023), douze principales activités sont prévues.

Au total, 1 milliard 851 millions 439 mille 243 francs CFA alloués pour ce projet financé par Plan International Allemagne. « Le projet cadre parfaitement avec l'axe stratégique 3 domaine 5, du nouveau Plan national de développement (PND) », a reconnu la représentante du la ministre en charge de l'Action sociale, Yawa Goku. Faire aussi de la gente féminine, un levier de développement.

Mohamed Bah (au milieu) et Yawa Goku (avant dernière à droite)

Le projet l'autonomisation des filles et jeunes femmes pour l'engagement citoyen au Togo, "Girls lead" se situe dans un contexte socio-participatif particulier. À l'issue des consultations menées dans le cadre de l'analyse du contexte social et politique en matière de participation et/ou engagement citoyen de la gente féminine au Togo, il a été ressorti que l'un des problèmes qui nécessite l'engagement est la violence sexuelle faite aux filles.

Par ailleurs, on note une faible représentativité des femmes togolaises au poste aux postes de grandes décisions au niveau central et local. Dans le domaine ministériel par exemple, entre 1992 et 2003, on enregistre 22 femmes sur 285 ministres, soit un taux de 7,7%. Actuellement, le gouvernement compte 06 femmes sur 26, soit 23%. Ce projet vient donc appuyer le travail du gouvernement en la matière, afin d'atteindre la barre des 30% recommandés par le PNUD. Les activités prévues dans le cadre de "Girls lead" sont entre autres le renforcement des capacités des associations partenaires de filles et garçons la formation des clubs et associations sur la méthodologie "champions OF change" pour booster l'autonomisation, la promotion des clubs de football féminin pour changer les stéréotypes genre, le renforcement des capacités des leaders communautaires et religieux pour assurer les services sociaux de base.

Attipoe Edem Kodjo

Santé animale

Un Togolais se spécialise en radiographie vétérinaire

Si en Afrique, prescrire une radiographie médicale est un acte fréquent et connu des patients, c'est en tout cas, pas souvent le cas en milieu vétérinaire où les spécialistes se font très rares. La complexité des recherches dans le domaine, fait que beaucoup d'étudiants se désistent, mais pas le jeune chercheur togolais Dieudonné Kabkia, docteur vétérinaire et enseignant à l'Ecole Inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de Dakar (EISMV), seul à mener les travaux de recherche dans ce domaine de radiographie vétérinaire. Un travail de longue haleine dont voici les motifs.

Les journées scientifiques du cinquantenaire de l'Ecole Inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de Dakar la semaine dernière ont été l'occasion pour docteur Kabkia de livrer un guide de pratique et d'interprétation des clichés radiographiques riches en schémas légendés et en clichés radiographiques à la communauté scientifique, aux médecins vétérinaires cliniciens et à l'Unité de radiologie de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaire de Dakar.

Les recherches inédites du Togolais sont encadrées par le professeur Marion Fuselier de l'Ecole Vétérinaire de Nantes (France), professeur Lantam Sonhaye du Centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio de Lomé (Togo) et d'autres à l'EISMV de Dakar (Sénégal) en charge du suivi.

La radiographie chez les animaux est très importante pour aider le médecin vétérinaire à pouvoir détecter des pathologies qui peuvent atteindre les appareils des animaux et de suivre l'évolution d'un traitement en cours. C'est d'ailleurs une modalité diagnostique conseillée par l'Organisation mondiale de la santé animale pour le diagnostic de différentes pathologies notamment les zoonoses comme la tuberculose chez les carnivores domestiques. Les carnivores domestiques, parfaitement sensibles aux bacilles tuberculeux, représentent une source pérenne et parfois un relais interhumain dont l'importance relative va croissant. Ils sont une source d'infection et donc un révélateur d'une infection humaine évoluant à bas bruit. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'épidémie mondiale tue au moins 600 personnes par jour en Afrique. Parmi ces victimes, 80 % sont âgées entre 15 et 49 ans. Le pire est à venir en l'an 2020, si l'on en croit l'OMS qui prévoit 35 millions de décès des suites de la tuberculose. La situation est plus dramatique quand on sait que le nombre de personnes qui souffrent de la maladie est croissant. Ainsi, on dépiste chaque année 1,5 million de nouveaux cas de tuberculose en Afrique. Le vétérinaire doit cependant toujours veiller à ce que les carnivores ne servent pas de relais épidémiologique secondaire dans un foyer de tuberculose, qu'il soit animal ou humain. Le diagnostic de la tuberculose des carnivores est extrêmement difficile à poser. La radiographie facilite généralement le diagnostic de cette pathologie chez les carnivores domestiques.

Dieudonné Kabkia

Outre les travaux sur la radiographie vétérinaire, le Togolais Dieudonné Kabkia, travaille également sur le projet de Traçabilité des animaux domestiques dans le cadre du programme Global Health Security Agenda (GHSA) piloté par la primature du Sénégal. Lancé en février 2014, le GHSA constitue un partenariat croissant de plus de 64 pays dont le Sénégal, organisations internationales et parties prenantes non gouvernementales.

La rédaction

PRISE EN CHARGE DES MALADIES CONGÉNITALES

L'ASSOCIATION NOHA ET LA BANQUE ATLANTIQUE TOGO UNISSENT LEURS FORCES

Beaucoup d'enfants souffrent aujourd'hui de ce que l'on appelle « une maladie congénitale ». Ces enfants faute de moyens et de prise en charge adéquate, grandissent avec leur handicap et deviennent une charge pour leurs familles. C'est donc un phénomène social dont il faut s'occuper. L'Association Noha, née en septembre 2016 s'est assignée cette mission honorable. Ne pouvant pas le faire seule, les moyens étant limités, elle réussit à embarquer la Banque Atlantique Togo dans sa noble tâche. Cela s'est concrétisé vendredi dernier à travers la signature d'une convention de partenariat à Lomé.

La convention de partenariat qui vient d'intervenir entre les deux entités donne la possibilité à l'Association Noha de bénéficier d'une somme de 60 000 000 FCFA de la part de la banque Atlantique. Ce fonds permettra la prise en charge de 60 enfants à travers des interventions chirurgicales qui ont démarré à Lomé ce dimanche 2 août 2018.

Ces interventions visent à corriger les malformations congénitales dont souffrent ces enfants. Outre cet aspect, le plus important d'ailleurs des actions de Noha, les fonds obtenu de la part des partenaires permettront la formation de chirurgiens pédiatriques venus du Togo et de toute l'Afrique, et avec le temps, la construction d'un bloc pédiatrique de référence au Centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio (CHU SO).

« Le partenariat que nous venons de signer s'inscrit dans l'engagement de la banque à accompagner des actions sociales dont la santé », a déclaré le professeur Jean-Pierre Gnassingbé, chef service pédiatrique au CHU SO.

Noha ou un engagement en faveur de la chirurgie infantile

L'Association Noha a pour objectifs de financer les missions chirurgicales des médecins chirurgiens bénévoles, l'aide et l'assistance aux familles. Comme précisé plus haut, elle projette d'équiper l'hôpital Sylvanus Olympio d'un bloc opératoire pédiatrique moderne et accessible pour tous. Elle veut par ailleurs pérenniser la coopération entre hôpitaux par le suivi et un diagnostic numérique.

Noha a aussi pour objectif de soigner les pathologies infantiles qui ne sont pas encore prises en charge à Lomé par manque de moyens financiers des familles touchées ou par manque de pratique médicale. Enfin, elle veut transmettre une diversité et une expérience de techniques chirurgicales (orthopédique et viscérale) aux équipes chirurgicales locales dans le but que Lomé devienne un pôle d'excellence en la matière.

A la découverte des malformations congénitales

Une maladie congénitale est une pathologie qui touche une personne dès la naissance. Il peut s'agir d'une maladie héréditaire bien que l'origine de la maladie congénitale ne soit pas automatiquement génétique. Une maladie congénitale peut être transmise par l'un des deux parents. Il peut aussi se contracter pendant la grossesse. Dans ce cas, il s'agit d'une maladie congénitale dite acquise.

Ces pathologies peuvent être provoquées par la prise de médicaments, de drogues ou d'alcool. Elles peuvent avoir des causes génétiques ou être liées à une exposition prolongée à des substances nocives pour la santé. Enfin, les pathologies de la mère pendant la grossesse peuvent avoir pour conséquence une maladie congénitale. Parmi les maladies congénitales les plus connues, on retrouve le syndrome d'alcoolisation fœtale, le syndrome de Down, l'anencéphalie, la mucoviscidose, l'ictère néonatal, le schizencéphalie, la syphilis congénitale, le situs inversus, la fente labiale et la fente palatine, le pied bot, la réduction de membre, hernie diaghragmique, enfants qui naissent sans anus etc.

Les maladies congénitales ont des répercussions variables selon leur nature : un décès dès les premiers mois de la vie, une incapacité à long terme, un handicap, un retard mental ou un retard d'apprentissage, une prédisposition à des problèmes de santé divers, des conséquences sociales et familiales, une gêne esthétique. Les maladies congénitales font encore aujourd'hui l'objet de nombreuses études afin de les éradiquer mais aussi de mieux les prendre en charge.

Quand une maladie congénitale est identifiée, le patient est pris en charge de manière optimale par des spécialistes afin de venir à bout de la pathologie ou de mieux vivre avec la maladie au quotidien. C'est justement la noble mission que s'est assignée l'Association Noha.

Edem Dadzie

Poignée de mains appuyée d'échanges de paraphes

Vue partielle de l'assistance

Photo de famille